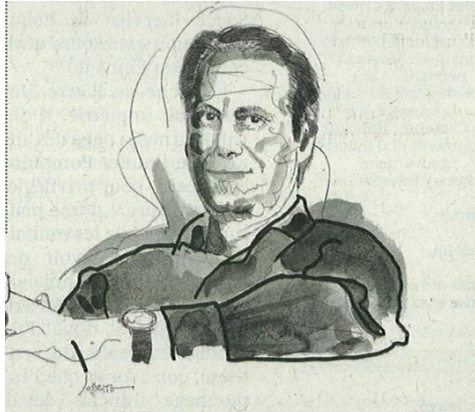


Salaires des patrons : le prix de la décence

29 Mai 2010



Cet expert, qui conseille les chefs d'entreprise sur l'éthique (Directeur général du cabinet de conseil First & 42nd), s'interroge sur l'opportunité de limiter les revenus des cadres dirigeants.

Barack Obama a évoqué le chiffre de 500 000 dollars comme salaire annuel maximum versé aux dirigeants des sociétés renflouées par l'État fédéral lors de la tornade financière de l'automne 2009. Belle somme que ce demi-million de dollars qui voudrait signifier qu'au pays où l'argent fait le bonheur « the sky is not the limit ».

Dans notre beau pays de France, on ne parle pas de son salaire - Horresco referens - mais les comportements sociaux exsudent une dépendance de plus en plus marquée à l'égard de l'argent. La question à 10 euros que pourrait se poser un Français représentatif de l'air du temps - quelqu'un donc qui rêve de voir ses enfants faire une école de commerce et croit que l'ENS est l'acronyme d'une association sportive - est alors la suivante : « Faut-il limiter les salaires versés à un montant annuel maximum de 500 000 euros ? »

Quelques beaux esprits, disposant en général de revenus supérieurs à ladite somme et représentant diverses instances managériales ou patronales, ont d'ores et déjà répondu par la négative, évoquant plutôt le penchant, qui pour « la modération salariale », qui l'appel « à la retenue ». Les arguments mis en face de ces solides recommandations sont en général de deux ordres : le salaire relève d'une libre négociation et nos sociétés de liberté ne sauraient imposer une quelconque restriction à ce droit fondamental ; le marché du dirigeant est un marché mondial et le pays qui s'aviserait d'instaurer une telle restriction verrait ses plus brillants éléments aller très vite chercher fortune sous d'autres cieux.

Fermez le ban.

Or ce raisonnement est à la fois faux et inadapté. Faux, parce qu'en dépit d'un marché effectivement globalisé pour les dirigeants qui peuvent prétendre à des salaires supérieurs à 500 000 euros, l'argument de la fuite des cerveaux est parfaitement spécieux. Il y a en France aujourd'hui quantité de personnes extrêmement bien formées, ayant acquis une solide expérience et qui seraient ravies d'occuper ces postes de management à des tarifs égaux ou inférieurs à 500 000 euros ; ceux qui choisiraient l'exil seraient très rapidement remplacés par des dirigeants au moins aussi talentueux. Il n'est pas besoin de faire la liste de ces talents hors pair recrutés avec de très fortes rémunérations et qui se sont avérés être de mauvais managers. Le système fonctionne différemment : à ce niveau de rémunération, il s'agit plus d'une course à l'échalote que d'une réelle contrepartie financière à l'exercice des talents. En effet si l'on interroge vraiment ce que dit un salaire de cette hauteur, il est plus judicieux de se référer à Freud qu'à la présidente du Medef : à de tels niveaux, que fait donc de son argent l'heureux bénéficiaire ? La résidence principale, il l'a, la secondaire aussi, les vacances et déplacements exotiques aussi,

l'éducation des enfants également. Ces montants permettent de très largement satisfaire l'accessoire, le superflu et plus encore. Ironie de l'histoire, le surplus de ce « plus encore » est confié à des banquiers qui se voient assigner la tâche d'en faire encore plus. Pourquoi ? Parce que, pour être cadre dirigeant, on n'en est pas moins homme et que cela relève trivialement du jeu de bac à sable et de la concurrence de cours de récréation. Appartenir à ce cercle réclame de se jauger à l'aune de son portefeuille. L'ironie de l'affaire est que ce type de salaire est le plus souvent versé dans de grands groupes et un minimum de bonne foi oblige à constater que ces grandes organisations sont autoportantes, qu'elles fonctionnent avec une telle autonomie que le départ d'un haut dirigeant n'a en général qu'un impact anecdotique sur les résultats globaux et que l'observation un peu attentive de cette tribu montre qu'il ne suffit pas d'avoir du talent pour réussir. La vraie difficulté consiste à monter sur la chaise et ensuite de mobiliser temps et énergie pour s'assurer que les vis de ladite chaise sont bien serrées sous le fondement.

On pourra objecter que ce fameux seuil de 500 000 euros ne concerne qu'un nombre dérisoire de personnes : sur 65 millions de Français et 37 millions de « foyers », seuls 260 000 foyers déclarent un revenu annuel supérieur à 100 000 euros et environ 35 000 de plus de 200 000 euros. On pourra donc dire que cela relève de l'anecdote et que les groupes qui versent de tels salaires le font en toute liberté, ces montants ne représentant qu'une goutte d'eau dans l'ensemble des dépenses de l'entreprise.

Ici l'on aborde le fond du sujet. Il est alors question de modèle, d'exemplarité et de décence. Dans une société où tout indique qu'elle se fragmente et se replie, que les perspectives deviennent individuelles et autocentrées, il peut être judicieux d'imaginer des signes mobilisateurs si l'on veut ne serait-ce qu'esquisser un début de rassemblement sur un projet collectif. Dans un pays comme le nôtre, il n'est pas question une seconde de contraindre les chefs d'entreprise ou les actionnaires à limiter les salaires.

Il est en revanche du ressort de l'État de mettre en place une fiscalité suffisamment dissuasive pour que, si de tels salaires sont versés, ce soit la collectivité qui en bénéficie par le jeu du prélèvement fiscal.

On peut tripoter les concepts dans tous les sens, « colloquer » ad nauseam sur du « y a qu'à faut qu'on », s'il continue de tristement apparaître que grimper sur ces vertigineux sommets salariaux est une fin en soi, l'exemple donné et le signe envoyé n'incite pas à l'optimisme débridé.

À l'heure où la liberté est convoquée trop souvent pour justifier l'injustifiable, où le relativisme, loin d'être une philosophie, devient une paresse, il peut alors être judicieux de remettre au goût du jour et au cœur de nos réflexions le concept de « common decency », ce niveau de décence qui devrait s'imposer à tous et si cher à George Orwell.